

## Atelier n°2 : « Verstehen, Verständnis, Verständigung – s’entendre et se comprendre entre locuteurs de langues différentes »

---

Animatrices/ Moderatorinnen	Julia von Rosen (DFG Cluny / VdF Hamburg) Ulrike C. Lange (VDFG/VdF, CA fédéral) excusée absente/ entschuldigt
Expert-e-s/ Expert/inn/en	Thérèse Clerc (Présidente/Vorsitzende ADEAF) Chantal Junot (Institut français de Hambourg) Dr. Jochen Hellmann (Université franco-allemande) (Deutsch-französische Hochschule)
Rapporteurs/ Berichterstatterinnen	Anaïs Tschater, membre/ Mitglied DFJA Louise Fagart, membre/ Mitglied DFJA

### Version française :

La situation de l’enseignement du français et de l’allemand dans les deux pays, à l’école ainsi que dans le cadre d’autres institutions, constituait le thème de cet atelier animé par Dr. Julia von Rosen. Cet atelier était organisé en deux parties : nous avons d’abord entendu quatre présentations, puis nous nous sommes divisés en petits groupes pour discuter plus en détail des thèmes et de leurs implications concrètes.

Le premier exposé portait sur la situation de l’enseignement de l’allemand en France, assuré par Thérèse Clerc, professeure d’allemand retraitée et présidente de l’ADEAF (Association pour le Développement de l’Enseignement de l’Allemand en France, <http://adeaf.net/>). Après un rappel des nouvelles méthodes pédagogiques qui s’appuient sur les niveaux et les compétences du Cadre Européen de Référence des Langues et privilégient des entrées culturelles et communicationnelles pour aborder les phénomènes de langue, Mme Clerc a abordé la question du recul de l’allemand au profit de l’espagnol qui occupe clairement la première position pour le choix de la deuxième langue. Il a ensuite été question de la réforme du collège et de la suppression des classes européennes ainsi que d’une grande partie des classes bilangues (classes dans lesquelles les élèves apprennent l’allemand et l’anglais dès la sixième, à volume horaire égal), puis en conclusion Mme Clerc a insisté sur la nécessité d’une politique volontariste et d’une amélioration de l’image de l’allemand.

Ensuite nous avons entendu une présentation sur la situation de l’enseignement du français en Allemagne et en particulier à Hambourg. Cet exposé avait été préparé par Ulrike C. Lange (Fédération allemande des professeurs de français, [www.fapf.de](http://www.fapf.de)) mais du fait de l’absence de celle-ci il a été assuré par Mme von Rosen. Nous avons ainsi appris qu’en Allemagne le français est la deuxième langue étrangère à l’école (enseignement général) avec 17,6 % des apprenants en moyenne, c’est-à-dire la langue qui est le plus souvent apprise en deuxième langue après l’anglais dans tous les Länder à l’exception de Brême et Hambourg. Il faut toutefois noter que depuis 2009 (avec 20 %), d’année en année il y a une légère baisse continue. La situation se présente différemment dans les écoles de l’enseignement professionnel, où le français joue un

rôle peu important avec 2,76 % d'apprenants. On peut noter que contrairement à la France il n'est pas partout en Allemagne obligatoire d'apprendre deux langues vivantes, le latin pouvant faire office de deuxième langue.

Ces deux exposés ont mis en évidence deux problèmes communs, tout d'abord le contraste entre la réalité et l'objectif affiché de l'Union européenne de permettre à chaque élève de maîtriser deux langues étrangères, et aussi le caractère néfaste mais malheureusement inévitable de la concurrence entre les langues et en général les matières à l'école.

Puis Chantal Junot de l'Institut français de Hambourg a pris la parole et commencé par souligner une conséquence peut-être quelque peu inattendue de la différence des systèmes politiques entre les deux pays. Cette différence concernait l'information : en effet, pendant la réforme du collège, la France étant un pays centralisé disposant d'un ministère de l'Éducation nationale, aussi bien les Français que les Allemands savaient ce qui se passait, et les Allemands particulièrement intéressés par le sujet pouvaient protester. En revanche, du fait du système fédéral il y a peu de visibilité sur l'enseignement des langues en Allemagne, notamment pour les Français, pour qui il est donc beaucoup plus difficile de prendre position s'ils estiment que quelque chose devrait être changé dans le pays voisin.

L'Institut français propose divers projets pour les élèves allemands. Tout d'abord il existe le France mobil [<http://www.francemobil.fr/>]: de jeunes Français vont dans les collèges pour promouvoir l'apprentissage de la langue française (action comparable en France : mobiclasse pour l'allemand). Un autre projet initié par l'Institut français est le Prix des lycéens allemands [<https://prixdeslyceens.institutfrancais.de/>]. De plus il existe le projet culturel Cinéfête [<https://cinefete.de/>], pendant lequel des films français récents et adaptés à l'âge des élèves sont montrés dans les classes, (adapté à l'âge des élèves). Chaque année, lors de la journée de la francophonie, la langue française et la diversité de la Francophonie sont fêtées. Pour finir, on peut aussi mentionner le certificat de langue DELF, qui permet aux jeunes allemands de prouver leurs compétences linguistiques. [<https://institutfrancais.de/bildung/lehrprojekte>]

La 4ème présentation, tenue par Dr. Jochen Hellmann le secrétaire général de l'Université franco-allemande [<https://www.dfh-ufa.org/startseite/>], portait sur la recherche et la science. Tout d'abord, il a présenté l'Université franco-allemande et ses buts. Il a mis également l'accent sur le fait que le programme d'échange Erasmus est un programme de masse. Les jeunes vont pour 3-6 mois à l'étranger pour poursuivre leurs études. Le problème est, qu'il n'existe pas d'obligation de n'assister qu'à des cours dans la langue du pays. C'est la raison pour laquelle l'Université franco-allemande propose des filières différentes, dans lesquelles les étudiants sont à part entière étudiants dans les deux pays. Dans tous les cas il est indispensable pour un/e Européen/e aujourd'hui de parler 3 langues : la langue maternelle, la langue de communication (l'anglais) et une langue du cœur. Il faut donc se défendre contre la politique de l'éducation et expliquer qu'une seule langue étrangère ne suffit pas.

Dans la deuxième partie de notre atelier, nous avons discuté autour de quatre ateliers.

### **1) L'enseignement du français et de l'allemand**

Comment peut-on expliquer aux jeunes élèves allemands que la langue française est si importante. Et il ne faut pas oublier qu'à cette âge-là, les parents ont encore une forte influence sur les enfants.

### **2) La culture**

La langue n'est pas forcément la raison pour laquelle un élève va choisir le français comme langue vivante. Il faut surtout aussi mettre l'accent sur le sport, la musique etc., ce qui pourrait attirer les élèves dans un premier temps, avant qu'ils décident d'apprendre la langue.

### 3) Le temps libre

Il faut promouvoir des projets franco-allemands. Souvent le problème du bénévolat surgit. Comment alors convaincre les gens de s'engager?

### 4) Science et recherche

Dans cet atelier, les avantages et désavantage du programme Erasmus ont été discutés encore une fois. De plus l'idée, d'introduire un équivalent du VIE (Volontariat International en Entreprise) en Allemagne serait une bonne idée pour faire avancer les choses en matière d'éducation et de recherche.

#### Version allemande :

Die Situation des Französisch- und Deutschunterrichts in und auch außerhalb der Schule war Thema dieses von Dr. Julia von Rosen moderierten Ateliers. Es bestand aus zwei Teilen: Zuerst wurden vier Referate gehalten und danach wurde in kleineren Gruppen über die Thematiken ausführlicher debattiert.

Im ersten Vortrag ging es um die Situation des Deutschunterrichts in Frankreich. Thérèse Clerc, pensionierte Deutschlehrerin und Präsidentin der ADEAF (Association pour le Développement de l'Enseignement de l'Allemand en France, <http://adeaf.net/>) wies zu Beginn auf neue pädagogische Methoden hin, die sich auf die Niveaus und Kompetenzen des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen stützen und kulturelle und kommunikative Herangehensweisen bevorzugen, um Sprachphänomene in den Unterricht einzuführen. Frau Clerc stellte den Rückgang des Deutschen zu Gunsten des Spanischen dar, das für die Wahl der zweiten Sprache sehr klar an erster Stelle steht. Danach wurde die Reform des *collège* und die Abschaffung der europäischen Klassen und eines großen Teils der sogenannten „classes bilangues“ erläutert, in denen die Schüler ab der *sixième* (6. Klasse) gleichzeitig Deutsch und Englisch (bei gleicher Stundenzahl) lernen. Zum Schluss hat Frau Clerc die Notwendigkeit einer voluntaristischen Politik und der Verbesserung des Bildes der deutschen Sprache in Frankreich betont.

Frau von Rosen stellte in der Folge in Vertretung für Frau Ulrike C. Lange (Vereinigung der Französischlehrerinnen und -lehrer [www.fapf.de](http://www.fapf.de)), die kurzfristig verhindert war, die Situation des Französischen in Deutschland dar. Das Fach Französisch ist deutschlandweit mit 17,6 % der Lernenden die zweite Fremdsprache an allgemeinbildenden Schulen, allerdings mit Ausnahme der Bundesländer Hamburg und Bremen, wo Spanisch an zweiter Stelle nach Englisch steht. Allerdings lässt sich seit 2009 (mit 20 %) ein leichtes, aber stetiges Absinken der Zahl nicht leugnen. An den berufsbildenden Schulen sieht die Situation für das Fach Französisch sehr schlecht aus, dort spielt es mit 2,76 % der Lernenden praktisch keine Rolle. Außerdem ist anzumerken, dass es in Deutschland im Unterschied zu Frankreich möglich ist, nur eine moderne Fremdsprache zu belegen, wenn etwa Latein an die Stelle einer zweiten Fremdsprache tritt.

Diese zwei Referate haben gemeinsame Probleme ans Licht gebracht. Zunächst den Kontrast zwischen der Realität und dem Ziel der EU, dass jeder Schüler zwei Fremdsprachen beherrscht, sowie die schädliche, aber leider unvermeidbare Konkurrenz zwischen den Sprachen und generell zwischen den Fächern in der Schule.

Anschließend hat Chantal Junot vom Hamburger *Institut français* (Französisches Institut) das Wort ergriffen und den Unterschied zwischen den politischen Systemen der beiden Schulsysteme erläutert. Da Frankreich ein zentralisierter Staat mit einem *ministère de l'Éducation nationale* (nationales Bildungsministerium) ist, war es etwa während der *Réforme du collège* leichter, sich über die Situation zu informieren, für Franzosen ebenso wie für Deutsche. Aufgrund des föderalistischen Systems in Deutschland ist dies sehr viel schwieriger, da der Sprachunterricht an Schulen in den Zuständigkeitsbereich der Bundesländer fällt und somit komplex und wenig transparent nach außen ist, was eine präzise Stellungnahme nicht eben erleichtert. Im folgenden erläuterte Frau Junot verschiedene Projekte, die die *Institut français* in Deutschland für Jugendliche an Schulen anbieten. So das *France mobil* [<http://www.francemobil.fr/>] (vergleichbar mit *mobiclasse* in Frankreich) bei dem französische Lektorinnen und Lektoren das Französische deutschen Schulklassen spielerisch nahebringen. Beim Wettbewerb *Prix des lycéens allemands* [<https://prixdeslyceens.institutfrancais.de/>] wählen deutsche Französischklassen aus vier frankophonen Romanen ihren Favoriten aus. Im Rahmen von *Cinéfête* [<https://cinefete.de/>] werden französischsprachige Filme in zahlreichen Städten in ganz Deutschland im Original mit Untertiteln in Kinos gezeigt, für Schülergruppen zu vergünstigten Preisen. Zum Tag der Frankophonie gibt es jedes Jahr unterschiedliche Angebote Und schließlich spielt das Sprachzertifikat DELF in Deutschland eine große Rolle. [<https://institutfrancais.de/bildung/lehrprojekte/>].

Der vierte Vortrag wurde von Dr. Jochen Hellmann, dem Generalsekretär der deutsch-französischen Hochschule [<https://www.dfh-ufa.org/startseite/>], gehalten und drehte sich um die Bereiche Forschung und Wissenschaft. Dabei stellte er zunächst die deutsch-französische Hochschule und dessen Ziele vor. Die DFH bietet integrierte Studiengänge an, bei denen die Studierenden in beiden Ländern gleichberechtigt sind. Dies ist nämlich nicht immer der Fall im Austauschprogramm Erasmus. Häufig gehen die Studierenden für 3-6 Monate ins Ausland, ohne notwendigerweise Kurse in der Landessprache zu belegen. Für einen Mitteleuropäer sollte es jedoch heutzutage Standard sein, drei Sprachen sprechen zu können. Zunächst die Muttersprache, dann Englisch als Kommunikationssprache und dann eine 2. Fremdsprache als „Sprache des Herzens“. Man sollte sich daher gegen die Bildungspolitik wehren und klarstellen, dass nur eine Fremdsprache nicht ausreichend ist.

Im zweiten Teil wurde in verschiedenen Ateliers diskutiert.

### **1) Deutsch-Französischer Schulunterricht**

Junge Menschen müssen für die französische Sprache begeistert werden. In dem Alter in dem sie die 2. Fremdsprache wählen, haben jedoch noch die Eltern großen Einfluss auf die Entscheidung. Darum müssen auch diesen ausreichend Informationen gegeben werden, etwa durch den Flyer der VDFG und der VdF [<http://www.vdfg.de/jetzt-neu-der-flyer-franzoesisch-lernen-was-sonst/>].

### **2) Kultur und Kulturpolitik**

Alleine das Erlernen der französischen Sprache ist nicht ausreichend. Es ist wichtig junge Schüler für die Kultur (Musik, Sport...) des anderen Landes zu begeistern. So kommt dann auch die Lust, die Sprache zu erlernen.

### **3) Freizeit**

Deutsch-französische Projekte sollten zunehmend gefördert werden. Dabei muss man auch das Problem beachten, dass viele Menschen aus verschiedenen Gründen nicht bereit sind ehrenamtlich zu arbeiten.

### **4) Wissenschaft und Forschung**

In diesem Atelier wurden noch einmal die Vor- und Nachteile des Erasmus Austauschprogramms besprochen. Weiterhin wäre es eine gute Idee eine Äquivalent des „VIE (Volontariat International en Entreprise)“ in Deutschland einzusetzen. Dies ist ein Internationaler Freiwilligendienst im französischen Unternehmen.